

1945

Protestations contre les décisions prises
par la Commission d'opération du Sud-Ouest
ou par le M.T.P.

1945

Resolution remise par le Syndical de Beiris

Résolution votée par la Délégation du Personnel

Conférence de Secteur du 28 juillet 1945

Secteur de BEZIERS

Les délégués à la Conférence de Secteur, réunis le 28 juillet à la Bourse du Travail:

Considérant que des agents frappés d'indignité nationale pour faits de collaboration continuent à compter parmi les effectifs S.N.C.F. et que d'autres, qui ont été suspendus de leurs fonctions, n'ont pas cessé de toucher leurs émoluments et de bénéficier des avantages du personnel en activité de service;

Considérant, d'autre part, la différence entre la situation qui leur est faite et les sanctions qui furent appliquées à des camarades qui n'avaient à se reprocher que leur dévouement à la cause sociale et leur volonté de ne pas s'incliner devant la trahison;

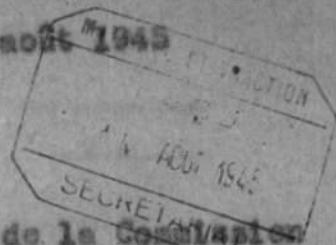
Protestent énergiquement contre l'évident sabotage d'une épuration par ailleurs incomplète et exigent que tous ceux qui, à un titre quelconque, ont été sanctionnés pour leur conduite antinationale soient immédiatement révoqués sans aucune indemnité;

Déclarent qu'ils sont décidés à prendre toute mesure et entreprendre toute action de nature à redresser cet état de choses, et ce, dans le plus bref délai.

août 1945

Démision de membres de la Commission
d'Instruction de Paris - Sud-Ouest

PARIS, le 13 août 1945



Monsieur le Président de la Commission
Régionale d'Épuration de la Région SUD-OUEST
PARIS -

Les membres, soussignés, de la Commission d'Instruc-
tion de Paris Sud-Ouest, réunis en séance plénière le 13
Août 1945,

après avoir entendu une déclaration du Président de
la Commission leur communiquant la décision prise par le
Ministre des Travaux Publics et concernant le sieur BRANCHU,
ex-sous-Ingénieur Chef de Section à Paris,

considérant que cette décision est un véritable défi
au principe même de l'épuration,

rappellent que la proposition de révocation avait
été adoptée unanimement et sans discussion par la Commission
Régionale,

s'élèvent unanimement contre la décision ministérielle
qui ne peut s'expliquer que par l'intervention d'influences
occultes et irresponsables

refusent de s'associer plus longtemps à des opérations
susceptibles de jeter le discrédit sur les organisations qu'ils
représentent -

vous prient en conséquence de les considérer comme
démissionnaires.

Signé: EX: Foulet, Esterle, Ottomani, Roques

MT: Costellas, Majères, Milénies, Nanthières
Rafournier

VB: Guist - Delfench - Mayabrand:

Copie à Monsieur le Chef du Service MT

Fait le 13 Août 1945
Le Président de la Com. d'Instr.

R. Guion

Copie a été adressée à Monsieur le Directeur Régional